Les abbayes cisterciennes bretonnes. Entre passé et avenir

Brice Rabot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4849>

DOI : 10.4000/abpo.4849

ISBN : 978-2-7535-8021-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2019

Pagination : 220-223

ISBN : 978-2-7535-8019-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Brice Rabot, « *Les abbayes cisterciennes bretonnes. Entre passé et avenir* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-4 | 2019, mis en ligne le 22 janvier 2020, consulté le 05 janvier 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4849> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4849>

nalités des expériences socio-religieuses du XII^e siècle et une forme de résistance latente au modèle binaire clercs/laïcs que cherchaient à imposer les grégoriens (C. de Miramon, *Les « donnés » au Moyen Âge. Une forme de vie religieuse laïque (v. 1180-v. 1500)*, Paris, Cerf, 1999).

(3) Le cas de Nyoiseau fournit enfin un bel exemple de formation d'une nouvelle seigneurie ecclésiastique constituée en l'espace de deux générations dans la première moitié du XII^e siècle et pour le coup plutôt conforme aux idéaux monastiques réformateurs : une seigneurie homogène en termes de territoire, de droits et de complémentarité éco-agraire (à l'image de ce que prétendaient être les seigneuries cisterciennes), sans impact majeur sur l'environnement (arasement d'une motte et construction de moulins, mais pas de réaménagement parcellaire), faiblement insérée dans les réseaux d'échange (il n'y a ni marché ni foire avant 1283), pourvue d'un petit nombre de dépendances (huit, peut-être dix prieurés au XII^e siècle), mais dotée d'importants droits de justice et du monopole des droits ecclésiastiques (dîmes, droits paroissiaux sur l'église locale). Tout juste peut-on se montrer ici plus prudent que ne l'est Jean-Claude Meuret lorsqu'il affirme que l'acte 39 (1123-1125) implique le démembrement de l'ancienne paroisse de Saint-Aubin-du-Pavoil, sur le territoire duquel s'élève Nyoiseau, et l'érection d'une nouvelle paroisse autour de l'abbaye, quand l'acte ne procède en réalité qu'à l'acquisition en deux temps des droits de l'autel, c'est-à-dire des droits paroissiaux de Saint-Aubin. La création à Nyoiseau d'un nouveau cimetière, même ouvert à des paysans ou des non membres de la communauté, n'implique pas nécessairement l'acquisition d'un statut paroissial : c'est un cas de figure que l'on rencontre souvent en cas de fondation d'une nouvelle abbaye au sein d'une ancienne paroisse. Le pouillé de 1330, le plus ancien conservé pour le diocèse d'Angers, ne mentionne d'ailleurs que Nyoiseau, quand celui de 1467 cite à la fois Saint-Aubin et Nyoiseau, ce qui pourrait laisser penser à un partage territorial plus tardif, après une première phase de phagocytage de l'ancienne paroisse par l'abbaye (A. Longnon, *Pouillés de la province de Tours*, Paris, 1903, p. 207 et 237). Quoi qu'il en soit, cette réserve et les menus regrets exprimés ci et là ne sauraient atténuer la conviction que nous sommes en présence d'un ouvrage de grande valeur qui donne ses lettres de noblesse à l'érudition autant qu'à la pédagogie et devrait retenir l'attention aussi bien des spécialistes de l'ouest de la France que de tous ceux et celles qui s'intéressent à l'histoire sociale, religieuse et culturelle des XI^e-XIII^e siècles.

Florian MAZEL

Les abbayes cisterciennes bretonnes. Entre passé et avenir. Actes du colloque de Timadeuc (8-9 octobre 2015), Le Fouet, Association Abbayes Cisterciennes de Bretagne (éd.), 2018, 176 p.

Le colloque tenu les 8 et 9 octobre 2015, en l'abbaye de Timadeuc, avait pour principal objectif de dresser un bilan des connaissances concernant les abbayes cisterciennes bretonnes pour mieux préparer les projets d'avenir (d'où le

titre du colloque « Entre passé et avenir »). Six abbayes bretonnes, regroupées dans l'Association des Abbayes cisterciennes bretonnes, étaient à l'initiative de ce projet : Le Relecq, Langonnet, Boquen Coat Malouen, Saint-Maurice et Timadeuc. L'abbaye La Joie Notre-Dame de Campénéac a apporté son soutien, aidée de la Charte européenne des Abbayes et Sites cisterciens.

L'ouvrage tiré de ce colloque représente un volume de 176 pages organisé autour de deux rubriques fort inégales : la première (p. 19-137) rassemble les contributions de 11 intervenants (essentiellement universitaires avec quelques acteurs du monde culturel et patrimonial départemental et régional). Cette séquence est consacrée à l'étude des logiques d'implantation. Elle étudie les réseaux, la mise en valeur des territoires suivant les logiques seigneuriales ou encore sur les traces laissées dans les paysages par les héritages monumentaux. La seconde rubrique débute par une présentation des abbayes à l'origine du colloque (p. 138-145), puis expose leurs projets, avant de présenter la table ronde (p. 146-173), qui conclut les débats par des réflexions et des échanges entre acteurs culturels, élus ou responsables d'associations de défense et de mise en valeur du patrimoine.

Après quelques considérations de Frère Irénée Rigolot sur les parallèles entre le projet cistercien au XII^e siècle et les attentes actuelles (p. 12-18), André Dufief revient longuement sur les causes de l'implantation cistercienne en Bretagne, qu'il qualifie « d'indéniable succès » (p. 19). Quinze abbayes sont fondées entre les XII^e et XIII^e siècles, avec un pic autour des décennies 1130-1150. Ce premier constat permet à André Dufief de souligner une caractéristique majeure, lourde de conséquences pour la suite : les premiers moines cisterciens sont davantage attachés à faire rayonner l'ordre qu'à établir et conserver les chartes de fondation. Il s'ensuit un certain flou dans les premières installations, faute de chartes précises, qui entretient des sources de tensions potentielles avec les voisins des premières communautés. Les implantations cisterciennes n'ont en effet pas lieu dans des déserts stricts, comme le demande la Charte de Charité (*Carta Caritatis*) rédigée par le troisième abbé de Cîteaux, Étienne Harding (1119-1134).

Jean-Yves Éveillard élargit les perspectives en se demandant si les voies de communication ont joué un rôle (p. 41-46). Partant du site de Bon-Repos, il démontre l'ancienneté pluriséculaire de l'occupation humaine, remontant à la Préhistoire. Il insiste aussi sur l'adaptabilité des Cisterciens, capables de concilier implantation monastique, paysage difficile avec un fonds de vallée humide (Blavet) et de lande-forêt, le tout à proximité d'un carrefour stratégique pour l'économie de la Bretagne intérieure.

Anne Lunven s'interroge sur la chronologie des cadres ecclésiastiques, de la paroisse au diocèse, en partant des derniers acquis historiographiques (p. 47-52). Depuis les années 2000, de nouvelles perspectives se sont ouvertes pour saisir les représentations et les pratiques dans la construction des paysages. Amorcé au XI^e siècle, le mouvement n'aboutit véritablement qu'au début du XIII^e siècle, au moment où les communautés cisterciennes connaissent un premier essor en Bretagne. La mise en réseau à compter du XII^e siècle soutient en retour l'affermissement de l'autorité verticale de l'évêque.

Philippe Racinet s'intéresse à l'autre grand ordre monastique médiéval, les Clunisiens, qui ont « ignoré la Bretagne » (p. 53-65). En jouant sur les échelles, l'auteur dresse une liste des réseaux monastiques pour distinguer quatre niveaux des plus importants (entre 28 et 40 prieurés dans leur dépendance) aux plus modestes (moins de deux) en passant par les réseaux importants (entre 18 et 20) et ceux qu'il qualifie de limités (5 à 10 prieurés). Il conclut que « 45,3 % des prieurés implantés en Bretagne dépendent d'une abbaye située hors des diocèses bretons contre 54,7 % de maisons dépendantes d'abbayes bretonnes » (p. 56), ce qui est faible comparé aux autres régions pour lesquelles nous disposons d'informations suffisantes – comme la Picardie. L'auteur insiste en conclusion sur la nécessité de poursuivre et d'élargir les investigations pour connaître plus précisément les influences extérieures sur le monachisme et l'épiscopat breton.

Jean-René Ladurée revient quant à lui sur l'économie cistercienne en prenant appui sur deux réseaux : Boquen (en Bretagne) et Fontaine-Daniel (dans le Maine) aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles pour voir si la Bretagne présente des traits singuliers par rapport au modèle dominant (p. 66-81). Il démontre que les Cisterciens prennent appui sur les granges (parmi les premiers éléments visibles dès la fondation des abbayes) pour élargir leurs domaines avec des achats de terres bien réfléchis. Les regroupements de parcelles posent la question des aires d'influence et des aires de contrôle au point d'entraîner, parfois, des tensions dans l'exploitation des ressources.

Jean-Luc Sarrazin complète les investigations, en se focalisant sur les aménagements hydrauliques de Buzay et de Prières (p. 82-94). Ces deux communautés présentent des traits différents intéressants à mettre en parallèle : Buzay doit faire face aux contraintes marécageuses et aux inondations par la mise en œuvre d'équipements lourds et contraignants, sources de tensions avec les communautés rurales alentours, tandis que Prières est bien mieux située. Toutes deux se tournent résolument, à partir du ^{xiii}^e siècle, vers la mise en valeur salicole dont elles recueillent de substantiels profits et qui leur procure des réseaux élargis. Jean-Luc Sarrazin souligne la vue d'ensemble et la capacité des Cisterciens à aménager de vastes bassins par des techniques parfaitement appropriées et qui leur assurent une renommée.

Daniel Pichot revient sur cette thématique des ressources seigneuriales en partant des relations entretenues avec les villages (p. 95-103). Les Cisterciens ne s'implantent pas dans des territoires totalement vides d'hommes, des déserts. Aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, ils entretiennent des liens ténus avec les réseaux paroissiaux qui leur permettent justement d'affermir leur autorité. Les Cisterciens s'insèrent dans les pratiques collectives avec l'élevage ou les droits d'usage (dans les forêts et les landes) et entretiennent des relations avec les autres communautés grâce aux convers, issus de la petite aristocratie ou des riches familles paysannes. Les Cisterciens entretiennent en outre des réseaux de correspondants dans les petites villes et les marchés bretons ou extérieurs pour écouler leurs surplus, rejoignant les logiques des autres seigneurs.

Claire Prijac se penche sur la question de la quévaise du ^{xi}^e au ^{xviii}^e siècle (p. 104-111). L'étude, très rapide pour la période des ^{xv}^e-^{xviii}^e siècles, révèle les

contradictions entre la volonté des moines du Relec (abbaye prise comme point de départ) de s'isoler du monde dès leur fondation et la nécessité d'attirer des hommes pour mettre en valeur un territoire pauvre et difficile. Ces contradictions pèsent tout au long de la période, jusqu'à l'abolition définitive de la quévaise en 1792.

Les dernières contributions reviennent sur des aspects liés à l'histoire de l'art. Ronan Perennec mobilise les derniers résultats des recherches archéologiques et architecturales pour restituer les débuts de l'abbaye du Relec (p. 112-124). Bien documentée et appuyée sur une lecture chronologique rigoureuse des traces du bâti, cette étude restitue les grandes campagnes de construction en séparant celles du XIII^e, du XV^e et du XVII^e-XVIII^e siècles.

Philippe Bonnet clôt cette première séquence par quelques réflexions sur l'héritage monumental des Cisterciens en Bretagne (p. 125-137). Les très nombreuses références (18 figures) contrastent avec les faibles traces, qui plus est indirectes, des formes architecturales médiévales. Les reconstructions de près des deux tiers des églises cisterciennes bretonnes aux XVII^e et XVIII^e siècles ont en effet effacé nombre de ces vestiges. Le XIX^e siècle, avec le relèvement des abbayes après la Révolution, marque un dernier tournant dans les grands chantiers.

La deuxième séquence, beaucoup plus courte (p. 138-173), débute par une série de fiches consacrées aux six abbayes organisatrices (p. 138-145), avant de donner la parole aux acteurs locaux, départementaux et régionaux impliqués dans la mise en valeur et la sauvegarde du patrimoine. Cette table ronde est l'occasion d'échanger les expériences, de mettre en parallèle les projets menés par les acteurs publics (essentiellement), mais aussi privés, pour faire rayonner les structures et soutenir le tourisme. Cette présentation fait écho au titre même du colloque (« Entre passé et avenir »), l'idée étant de faire progresser la connaissance pour mieux choisir de nouvelles voies de développement.

Les actes apportent donc un éclairage bienvenu et complémentaire sur les thématiques de la valorisation du patrimoine, de la connaissance des structures (et des réseaux) ou encore sur les relations entretenues par les Cisterciens avec leurs espaces proches. Les intervenants mobilisent pour cela les derniers acquis de la recherche et tentent chacun d'établir une présentation accessible au plus grand nombre. Ces qualités ne cachent néanmoins pas quelques faiblesses qu'il convient de mettre en évidence pour terminer. Les choix éditoriaux sont en effet discutables. Les articles présentés sont quasiment tous dépourvus de notes de bas de page, pourtant indispensables pour distinguer les références et les sources. De même, un seul article comporte à la fin une bibliographie (p. 78-81). Les lecteurs (non avertis) sont ainsi désarmés. Les contraintes éditoriales expliquent aussi très certainement la taille réduite des cartes insérées dans le volume, ce qui est fort dommage. Certaines perdent incontestablement en lisibilité (p. 40), malgré la richesse des données et des informations.

Brice RABOT